

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 17 septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/5/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

S.A.S. DURANCE GRANULATS

Route de la Durance
13860 Peyrolles-En-Provence

Références : CA-D-2025-0302
Code AIOT : 0006401317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/5/2025 dans l'établissement S.A.S. DURANCE GRANULATS implanté Chapeliers Route de la Durance 13860 Peyrolles-en-Provence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- S.A.S. DURANCE GRANULATS
- Chapeliers Route de la Durance 13860 Peyrolles-en-Provence
- Code AIOT : 0006401317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Durance Granulats exploite une carrière de matériaux alluvionnaires, autorisée par arrêté préfectoral de 2012 modifié/complété.

L'exploitation s'effectue depuis 2020 uniquement "à sec", sur les secteurs de Fort de Peyrolles, Fort de Jouques, Logis d'Anne et Pavillon.

Après extraction des alluvions à la pelle hydraulique, l'excavation est remblayée par des déchets inertes extérieurs, avec une remise en état permettant un usage agricole des terrains (après une période dite de "convalescence").

Les alluvions sont transportées vers l'usine par convoyeurs à bande.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Vérification du respect de l'arrêté préfectoral du 06/02/2025, mettant en demeure la société Durance Granulats de respecter sous 2 mois les prélèvements d'eau prescrits par son arrêté d'autorisation préfectorale du 11 décembre 2012 modifiée, à savoir un volume annuel total de 33 000 m³.
- Sécheresse et plan de sobriété hydrique de l'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	Volumes d'eau prélevés	AP de Mise en Demeure du 06/02/2025, article 1	Nécessité d'une action corrective, Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.1	Sans objet
3	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.2	Sans objet
4	Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 13)	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article Art. 13	Sans objet
5	Sobriété hydrique en situation pérenne (ACI Durance Verdon Siagne)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet
6	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 13)	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article Art. 13	Sans objet
7	Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet
8	Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
9	Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1 – nota 7	Sans objet
10	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
11	Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACI DVS)	Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour répondre à l'arrêté de mise en demeure, l'exploitant a déposé le 16/5/2025 un dossier de PàC (porter à connaissance) visant à régulariser le débit d'eau prélevée dans le Canal Sud Luberon, alimenté par le canal EDF (ressource stockée de Serre-Ponçon), pour l'appoint du système de lavage en circuit "fermé" des alluvions extraites.

Durance Granulats explique que « le volume annuel autorisé dans notre AP, est incompatible avec un procédé de lavage des matériaux, tel que prévu par notre autorisation (cela représenterait une consommation d'eau de 0,025 m³/tonnes de matériaux lavés).

En effet, la consommation d'eau actuelle du site de Peyrolles pour le lavage des matériaux se situe plutôt autour de 0,2 m³/tonnes de matériaux lavés ce qui est cohérent avec les caractéristiques des matériaux traités et le dispositif de recyclage des eaux de process (système avec clarificateur et cuve eau claire pour un taux de recyclage compris entre 80% et 90%).

Depuis l'obtention de l'autorisation en 2012, il n'y a pas eu d'évolution des conditions d'exploitation de l'installation de traitement et du système de lavage des matériaux. Les volumes d'eau prélevés pour le lavage des matériaux et déclarés dans GEREP ont toujours été de cet ordre de grandeur. »

Depuis 2017, les prélèvements annuels en eau d'appoint dans ledit Canal varient en effet entre 121 000 et 188 000 m³.

L'exploitant dispose depuis 1999 d'une convention avec le syndicat mixte du canal Sud Luberon pour la fourniture d'eau d'un débit moyen de 80 m³/h (environ 200 000 m³/an) pour le fonctionnement des installations de traitement.

L'instruction de ce dossier, qui devra montrer que l'impact des prélèvements sur la ressource en eau est acceptable, devrait alors conduire à la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire avec de nouveaux seuils de prélèvements.

Les 10 autres points de contrôle n'ont pas révélé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volumes d'eau prélevés

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 06/02/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sobriété hydrique
Prescription contrôlée : La société Durance Granulats est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2012 en limitant ses prélèvements d'eau à un volume annuel de 33 000 m ³ dans un délai de 2 mois.
Constats : L'exploitant explique qu'il lui est impossible de respecter la valeur limite de 33 000 m ³ en prélèvement total d'eau. Il n'est pas en mesure d'expliquer cette valeur limite, fixée dans l'arrêté d'autorisation de 2012. Selon les déclarations de l'exploitant dans la base GEREP, l'historique récent des prélèvements (totaux) est le suivant : - 2024 : 194 182 m ³ - 2023 : 147 400 m ³ - 2022 : 133 800 m ³ - 2021 : 168 000 m ³ Et, pour les 4 premiers mois de 2025 : 76 282 m ³ (prélèvement total d'eau).

DG explique qu'il faut 1,7 m ³ d'eau pour laver 1 tonne d'alluvions (en circuit fermé). En 2024, 708 kt d'alluvions lavés, ayant nécessité un appoint d'eau de 185 343 m ³ (prélevée sur le canal de Peyrolles ou Sud Luberon).
L'exploitant a déposé le 16/5/2025 en préfecture un dossier de porter à connaissance, demandant la modification des valeurs de débit d'eau prélevée, prescrits dans l'AP d'autorisation de 2012.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La régularisation ne pourra être effective qu'après instruction de la demande de l'exploitant, avis favorable de l'IIC et modification de l'APAENV de 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Prescriptions complémentaires

N° 2 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'utilisation d'eau pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : Origine de la ressource Canal...
Constats : Point de contrôle n°1 de la VI du 15/02/2024 (avec suites) DG remet en séance un courrier concernant le forage "Puits", adressé à la Dreal et daté du 28/4/2017. Il n'y a donc pas de régularisation à solliciter. Il projette en séance son PSH version 2 (en date du 28/3/2025), dans lequel sont indiqués (onglet I. Diagnostic), pour chaque réseau d'adduction d'eau : - coord. GPS des points de captage/prélèvement - codes "masse d'eau" - zone hydrographique. 4 points de prélèvements d'eau sur le site de Peyrolles : - canal de Peyrolles (ou canal Sud Luberon) : process (lavage des alluvions extraites) - forage (en nappe souterraine) Ateliers (besoins domestiques) - forage Bureaux (besoins dom.) - forage Puits (lutte poussières)
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2012, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les ouvrages de prélèvement dans le canal ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Ils

respectent les dispositions techniques prévues aux articles L. 214-17 et L. 214-18 du code de l'environnement. Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel doivent être munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.
Constats : Point contrôle n°2 de la VI du 15/02/2024 (avec suites) Le forage Bureaux a été équipé d'un compteur automatique connecté, avec télérelevé. Le point de prélèvement "Canal" et la canalisation "boues de lavage" sont équipés des mêmes compteurs. L'installation de traitement(/lavage) est munie d'un compteur d'eau à relevé manuel (2 fois/mois). Elle sera munie en 2025 d'un compteur connecté, tout comme les 2 autres forages (Ateliers et Puits) actuellement équipés d'un compteur manuel avec relevés hebdomadaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sobriété hydrique en situation pérenne (ACD 13)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article Art. 13
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant
Prescription contrôlée : Les dispositions applicables aux activités industrielles commerciales et artisanales citées ci-dessous s'appliquent sauf si : [...] <p>b) L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activités, actions et investissements spécifiques,...). L'établissement tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier d'application.</p>
Constats : <div style="border: 1px solid black; padding: 10px;"> <p>L'exploitant présente son plan de sobriété hydrique (PSH) version 2 (2025), modifié suite au webinaire du 07/02/2025 destiné aux exploitants.</p> <p>Les points de prélèvement d'eau du site ont pu relever de l'ACD13 du 19/5/2022 mod. 24/5/2024 et de l'ACI DVS (Durance Verdon Siagne).</p> <p>Les rejets d'eau du site sont essentiellement constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de boues liquides (siccité 55 % environ) issues du traitement des eaux de lavage (clarificateur), acheminées par pompage via une canalisation jusqu'à la roselière d'un plan d'eau (en cours de réaménagement) • de l'évaporation d'eau issue : de l'installation de traitement (lavage des alluvions), du bassin clarificateur et du bassin d'eau claire (à l'aval du clarificateur) • de l'humidité des produits finis (alluvions lavées) -> évaporation. <p>L'exploitant indique que l'eau issue de l'égouttage des tas (stocks) d'alluvions lavées et les fuites d'eau issues de l'installation de traitement sont collectées par ruissellement gravitaire dans un bassin.</p> </div>

Suffisance du PSH, notamment sur les actions de réductions déjà réalisées et futures en fonctionnement courant (prélèvement d'eau dans le canal Sud Luberon) :

- en 2023 : réfection de la bâche du crible n°7 (15 k€, moins de perte d'eau)
- 2024-2025 : meilleure canalisation des eaux sous silo, changement des essoreurs, mise en place de compteurs (40 k€ au total)
- 2025 : arrosage fixe de la piste Logis d'Anne (au lieu de mobile) 60 k€, et mise en place capteur de densité de boue (siccité) 6 k€.

Selon le PSH v2 :

- 2024 : 708 000 tonnes de matériaux lavés, et indicateur de production équivalent (ratio volume d'eau prélevée dans le canal/tonnage de matériaux lavés) de **0,26** m3 d'eau/tonne
- 2023 : 828 972 tonnes de matériaux lavés, et indicateur de production équivalent de **0,17** m3 d'eau/tonne
- 2022 : 1 129 000 tonnes de matériaux lavés, et indicateur de production équivalent de **0,11** m3 d'eau/tonne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le PSH de l'exploitant doit être complété par la mention des volumes d'eau rejetés (boues liquides) [onglet I. 6.e-bis].

Au regard du PSH de l'exploitant, un indicateur de production équivalent d'**au plus 0,2 m3 d'eau (prélèvement canal)/tonne d'alluvion lavée** doit être visé (valeur déjà atteinte).

L'exploitant étudie la possibilité d'augmenter la siccité des boues rejetées dans le plan d'eau.

Il sera ensuite proposé au préfet de modifier par arrêté complémentaire les volumes d'eau max. annuels pouvant être prélevés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Sobriété hydrique en situation pérenne (ACI Durance Verdon Siagne)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau en fonctionnement courant

Prescription contrôlée :

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.

Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.

Il sera tenu à la disposition de l'IIC.

Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.
Constats : Cf. point de contrôle précédent
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACD 13)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article Art. 13
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour toutes les ICPE :</p> <p>Vigilance : Sensibiliser les exploitants ICPE aux règles de bon usage d'économie d'eau</p> <p>Alerte/Alerte renforcée/Crise :</p> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (ex/ opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.</p> <p>Les dispositions applicables aux activités industrielles commerciales et artisanales s'appliquent sauf si :</p> <p>a/ L'établissement bénéficie d'un AP comportant des prescriptions relatives aux économies d'eau à réaliser en cas de sécheresse. L'AP d'autorisation de l'établissement prévaut alors.</p> <p>b/ L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activités, actions et investissements spécifiques,...). L'établissement tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier d'application.</p> <p>[...]</p> <p>Alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des prélèvements d'eau de 20 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse <p>Alerte renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des prélèvements d'eau de 40 % de la consommation hebdomadaire moyenne de l'année en cours hors période de sécheresse <p>Crise :</p> <p>A minima les restrictions de l'alerte renforcée. L'interdiction de prélever peut être décidée par le préfet après avis du CRE.</p>
<p>Constats :</p> <p>Part de l'eau réutilisée : suivant les années, entre 80 et 90 % du prélèvement d'eau, i.e > 20 % (seuil de l'AM du 30/6/2023) donc le site n'est pas soumis en période de sécheresse aux réductions de prélèvement prévues par cet AM.</p> <p>L'ACD13 donnant officiellement « vie » au PSH sera pris au cours de l'année 2025.</p> <p>Aucun niveau de gravité sécheresse n'a été déclenché en 2024 et en 2025, selon VigiEau (historique des situations de sécheresse disponible).</p>

Il n'est normalement pas possible de considérer la consommation d'eau (= prélèvement - rejet) au lieu du prélèvement d'eau, car le principal rejet (boues liquides) ne s'effectue pas dans la même masse d'eau que celle où sont réalisés les prélèvements (Canal de Peyrolles <- Serre-Ponçon) .

Actions complémentaires de l'exploitant en période de sécheresse (tableau III.2 de son PSH) :

- niveau de gravité Alerte : *réduction de l'arrosage des espaces verts, nettoyage des véhicules légers limité aux seules nécessités de sécurité, arrêt des essais de fonctionnement des arroseurs automatiques (abattage des poussières).*
- niveau Alerte renforcée : *mesures "alerte" et limitation au strict minimum du nettoyage à l'eau de l'installation de traitement, nettoyage des engins limité aux seules nécessités de sécurité, arrêt rampe d'aspersion (poussières) et renforcement contrôle du bache des camions, relevé quotidien des compteurs d'eau (ceux non connectés).*
- niveau Crise : *mesures "alerte renforcée" et réduction de la production au seul besoin de l'activité (pas de production de stocks), report des opérations mobiles par campagne.*

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réductions d'eau de l'exploitant en situation de sécheresse (ACI DVS)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des restrictions en situation de sécheresse + exemptions

Prescription contrôlée :

Vigilance : Sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site

Alerte :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de : 10 %
- Registre journalier à disposition des services de contrôle.

Alerte renforcée :

- Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 20 %
- Registre journalier mis à disposition des services de contrôle.
- Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle)

Crise :

Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.

Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.

Les réductions mentionnées [dans le tableau] ci-dessus sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant.

Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique.

Des adaptations aux dispositions présentées ci-dessus sont possibles dans 2 cas :

1- L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective des prélèvements d'eau selon les niveaux de gravité de la sécheresse. L'arrêté préfectoral prévaut alors.

<p>2- L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les établissements, en excluant les activités visées à l'article 3-1° de l'Arrêté Ministériel du 30 juin 2023, le PSH devra définir des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau de gravité.</p> <p>Il sera tenu à la disposition de l'IIC.</p> <p>Le préfet peut décider de lever cette adaptation s'il considère que les mesures de réduction proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf. point de contrôle précédent</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Feuillet IV-1 du PSH de l'exploitant :</p> <p>Le volume de référence est déterminé, pour chaque trimestre (colonne H). Pour 2024, il varie entre 763,8 m³/j (T4) et 957,6 m³/j (T2).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Calcul des volumes de réduction en situation de sécheresse (ACI DVS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1 – nota 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Respect des volumes de réduction applicables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les objectifs de réduction s'entendent par rapport à un volume de référence défini à l'article 2. II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, « le prélèvement d'eau moyen journalier »</p> <p>Art. 2-II de l'AM du 30 juin 2023 :</p> <p>« II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente.</p> <p>Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages</p>

<p>nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.</p> <p>Les volumes d'eaux d'exhaure ne sont pas concernés par le précédent alinéa et peuvent être déduits du volume de référence. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Cf. Point de contrôle précédent</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'établissement n'a pas récemment été concerné par un niveau de gravité d'alerte renforcée ou de crise, donc l'exploitant n'a pas été soumis à l'obligation de déclaration de ses volumes d'eau. • Le cadre de surveillance Gestion de l'eau (site internet GIDAF) a été paramétré par l'exploitant. <i>Attention : les valeurs max. de prélèvement saisies doivent être celles autorisées par l'arrêté préfectoral de l'installation : « 200 000 m³ » dans le Canal à corriger, en l'attente de l'instruction du dossier de PàC.</i>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse (ACI DVS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2024, article Annexe 1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse – Déclaration hebdomadaire sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Alerte renforcée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réduction des prélèvements journaliers d'eau (ou consommation journalière d'eau lorsque le rejet est fait dans le même milieu) de 40 % -Registre journalier mis à disposition des services de contrôle. - Pour les ICPE soumises à l'AM sécheresse du 30/06/2023 : application de l'article 2-IV de l'Arrêté Ministériel (déclaration sur plateforme ministérielle) <p>Crise :</p> <p>Les mesures du niveau de gravité « alerte renforcée » s'appliquent par défaut.</p> <p>Des prescriptions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral.</p>

Art.2-IV de l'AM du 30 juin 2023

Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté ("GIDAF") du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

Constats :

Cf. point de contrôle qui précède

Type de suites proposées : Sans suite